



université

MENSUELETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 18^e Année - Janvier 1972 - Numéro 171 - 1 Franc

pour

CHANGER

LA VIE

"La N.A.F., ça marche !"

Il y a neuf mois, la grave crise qui éclatait au sein de l'A.F. nous amenait à créer la Nouvelle Action Française. Nous ne reviendrons pas sur les causes et les circonstances de cette crise qui appartient déjà à l'Histoire. A l'époque, cette naissance fit un certain bruit et on ne manqua pas de nous traîner dans la boue, nous accusant de « gauchisme » ou tout simplement d'ambitions personnelles ; on assurait d'autre part que ce jeune mouvement disparaîtrait dans les deux mois qui allaient suivre et éclaterait en de multiples tendances.

Les devins se sont trompés. La Nouvelle Action Française n'est pas morte. Au contraire, en neuf mois, elle a résolu les problèmes immédiats qui se posaient à elle. Il est parfois utile de jeter un regard en arrière, de jauger le chemin parcouru, d'établir un bilan non pour se décerner quelques brevets d'autosatisfaction, mais dans le souci de juger de la qualité du travail fourni pour en tirer des enseignements profitables. Nous le ferons, comme nous en avons pris l'habitude, sans farder la vérité.

Notre presse

Elle est actuellement composée de trois titres auxquels il convient d'ajouter un certain nombre de bulletins régionaux.

Un hebdomadaire : « la Nouvelle Action Française » qui a été créé de toutes pièces. Après des débuts cahotants, la N.A.F. a maintenant trouvé son rythme de croisière. Avant de passer à une autre étape, il faut maintenant consolider la N.A.F., étoffer et affermir son équipe rédactionnelle, donner à notre hebdomadaire une audience et une diffusion accrues.

La progression des abonnés (13 % par mois) a été satisfaisante, mais il faut que ce taux

augmente rapidement pour nous permettre d'assurer régulièrement une parution sur 12 pages. Ceci devrait être possible en raison de la publication actuelle de notre débat « République ou monarchie ? » dans lequel les personnalités les plus variées viennent apporter leurs réponses et leurs objections. Ces collaborateurs occasionnels de choix doivent faciliter l'accroissement de notre audience, à la condition que tous nos militants et propagandistes fassent eux-mêmes l'effort nécessaire. Le premier de ces efforts consiste d'ailleurs à s'abonner à la N.A.F.... !

Notre mensuel A.F. Université, doyen d'âge de la presse étudiante, n'a pas eu à se préoccuper de créer une clientèle nouvelle. Ce sont les problèmes administratifs qui ont été, pour lui, les plus délicats. N'étant pas en possession d'un fichier correct de nos abonnés, nous avons dû le reconstituer, ce qui nous a permis de nous apercevoir que 34 % des abonnés continuaient à recevoir notre mensuel sans avoir renouvelé (pour certains depuis plusieurs années) leur abonnement.

Pour tous ceux-là nous avons entrepris une vaste campagne de réabonnement qui se poursuit à l'heure actuelle et qui nous permettra d'assainir la gestion du journal.

La parution des Dossiers d'Action Française n'a, pour l'instant, pas encore repris mais nous pensons être en mesure de le faire ce trimestre. Diverses parutions de la Nouvelle Librairie d'Action Française à signaler, en particulier le « Dossier Pays réel, pays légal » et le « Petit Manuel Royaliste » qui devient l'outil de base de la formation doctrinale.

Notre mouvement

Le Comité Directeur avait fixé en septembre des objectifs matériels précis dans le cadre d'une campagne d'implantation. Cette campagne avait deux axes principaux :

- imposer notre image de marque
- assurer au mouvement une assise minimum.

Pour mesurer les résultats obtenus, nous avons élaboré un système chiffré devant nous permettre de dresser une carte de notre audience réelle dans les différentes régions. D'ores et déjà huit départements (en dehors de la Région Parisienne) ont obtenu les résultats nécessaires pour former une Fédération ; d'autre part une vingtaine de centres de propagande existent en dehors des fédérations départementales. Depuis la rentrée scolaire, des réunions ont été tenues dans plus de 25 villes de province, ayant regroupé plus de 1.300 personnes. Un bon départ est donc pris, mais cet effort doit être amplifié. De nombreuses villes ne sont pas encore touchées par une propagande d'A.F. organisée. La région parisienne, quant à elle, n'a pas donné les résultats que nous étions en droit d'attendre d'elle, là aussi un redressement s'impose ; ce redressement a été amorcé mais il doit être poursuivi et doit se traduire rapidement par des résultats tangibles.

L'essor de notre presse et la croissance du mouvement ne sont, bien sûr, pas des fins en elles-mêmes. Mais, avant de pouvoir songer à de nouvelles techniques d'action, avant de pouvoir créer une organisation multiforme permettant de pénétrer efficacement le pays réel, il est nécessaire d'avoir consolidé et affermi notre noyau central qui, en l'état actuel des choses, est, et reste la presse et le mouvement.

C'est à cette tâche prioritaire qu'il convient d'atteler toutes nos énergies ; c'est à l'accomplir que nous convions tous nos lecteurs.

Yvan AUMONT

BULLETIN D'ABONNEMENT à renvoyer à A.F. Université, 17 rue des Petits Champs PARIS 1^{er}

Je demande à recevoir A.F. Université pendant an(s)
à compter du mois de et verse la somme de

21 F	normal	— 2 ans	
15 F	étudiant	— 2 ans	
12 F	normal	— 1 an	
9 F	étudiant	— 1 an	

(majoration de 5 F pour un abonnement sous enveloppe)

par	chèque bancaire joint	
	chèque postal joint	
	(Paris 1918-59)	
	mandat-lettre joint	

(mettre
une
croix
dans la
case
correspon-
dante)

M. - Mme - Mlle NOM

PRENOM

RUE OU
LIEUDIT

N°

COMMUNE

DEPARTEMENT

Fait le à
Signature :





*changer
la vie*

*Bertrand
Renouvin*

La société industrielle a depuis longtemps tué la fête, sauf celle, toute artificielle, de la consommation. Le développement anarchique de la production est aussi en train de tuer la vie, celle des hommes, celle des bêtes comme celle des plantes : le thème est à la mode, mais ce n'est pas une raison pour le passer sous silence. Car c'est un fait que les déchets en tous genres de l'industrie empoisonnent peu à peu la nature. Dans certaines grandes villes américaines déjà, toute circulation cesse lorsque la pollution atmosphérique atteint un certain taux : exemple parfait d'un progrès qui détruit au lieu de libérer.

Sans doute ce problème n'est-il pas insurmontable. Un jour, si elles veulent s'en donner la peine, les sociétés modernes parviendront à nettoyer l'air et la mer. Mais la vie n'en sera pas meilleure pour autant. S'il suffit en effet d'un peu de technique et de quelques capitaux pour assurer la survie de l'homme, la qualité de sa vie pose de tout autres problèmes.

Il suffit de regarder le visage de l'homme de la rue : convenablement nourri, correctement vêtu, protégé contre la maladie, son visage reflète l'ennui, la fatigue, la tristesse. Comment pourrait-il en être autrement ? Le « travail en miettes » de l'industrie moderne ne donne guère à l'ouvrier le sentiment de créer quelque chose qui lui survivra, d'autant plus que la société de consommation est fondée sur l'éphémère. Et l'employé de bureau, alignant chiffres et textes obscurs, n'est pas mieux partagé. La fatigue s'aoute à l'ennui, car les huit heures de travail journalier se prolongent de deux ou de quatre heures de transport, qui font que le travailleur de 1972 n'a rien à envier à son homologue du XIX^e siècle. Comment dès lors avoir une vie de famille, comment trouver du temps pour des loisirs inaccessibles en raison des distances qui séparent les habitations des prolétaires modernes du centre des cités. Et comment l'homme ne se sentirait-il pas écrasé par des villes aux dimensions inhumaines, par une organisation économique et sociale qui l'opprime, par une société coupée de son passé et qui tourne inlassablement en rond.

Mais comment vivre, comment échapper à ce cycle infernal ? Certains collectivement, d'autres par une évasion individuelle, ont cherché à renouer avec les rythmes du passé, à redécouvrir le sens de la fête et une existence communautaire. Il y a eu ainsi Mai 1968 et le mouvement hippie. Mais la fête des barricades, récupérée par les héritiers de Staline, s'est terminée par des élections conservatrices, et les hippies se sont réfugiés dans la drogue, ce qui est le signe d'un échec. On voit maintenant des hommes de toutes conditions se rassembler dans des associations de protection de la nature ou de sauvegarde des sites. Mais que pourront-ils contre l'immense pouvoir de l'administration et de l'argent ?

N'y aurait-il rien à faire pour changer la vie ? Nous répondrons qu'on ne changera pas la vie tant que l'on n'aura pas changé la société, et que la transformation de la société ne se fera pas sans bouleversement des institutions. Le capitalisme, l'urbanisme technocratique, le travail déshumanisé, sont les résultats de la politique démocratique que la France connaît depuis la Révolution. C'est elle qui a libéré le capital de toute entrave, qui a détruit les communautés de travail et l'amitié entre les hommes. C'est à partir de 1789 aussi que l'on a commencé à construire n'importe comment et n'importe quoi. Et c'est la Révolution qui a tué un art de vivre fait de mesure et de qualité, dont la France avait hérité de la Grèce antique.

Démontrer le caractère néfaste de la rupture révolutionnaire et des expériences qui lui ont succédé a été l'un des principaux objectifs de Charles Maurras. Il ne fait pas de doute que l'histoire lui a donné raison puisqu'aujourd'hui

encore les politiciens continuent à chercher de bonnes institutions démocratiques. Ils savent que le parlementarisme n'est qu'anarchie et que les constitutions établissant la primauté de l'exécutif tournent vite à la dictature, que ce soit celle d'un homme ou celle d'une multitude de bureaux. Il restait, il y a peu de temps encore, à débarrasser les esprits de l'attrait qu'exerçaient sur eux certains « modèles » étrangers d'organisation sociale. Les faits s'en sont chargés pour nous. Le « modèle » américain cher aux libéraux ne parvient pas à surmonter ses contradictions, et l'on s'est aperçu que le « modèle » soviétique de dictature du prolétariat masquait en fait la tyrannie d'une « nouvelle classe » bureaucratique. La gauche en est donc réduite à s'émerveiller de l'expérience chilienne et la droite se console en ressassant les souvenirs de la « Révolution nationale ».

Dans notre société en crise où même la jeunesse perd l'espoir et où les politiciens ne savent plus à quel saint se vouer, le moment est venu d'engager le débat sur le problème essentiel, qui est celui des institutions.

La République avec sa centralisation, sa bureaucratie et sa société de consommation, ou la Monarchie avec ses immenses possibilités de progrès dans l'ordre économique et social ? Le dilemme ainsi posé ne semble pas évident. C'est pourtant le seul concevable depuis que l'on a vu échouer à l'étranger tous les fascismes, tous les communismes, tous les socialismes, et en France toutes les Républiques. Point n'est d'ailleurs besoin de longues démonstrations : la possibilité et l'utilité d'un débat sur la République et la Monarchie, nous en donnerons la preuve en le réalisant, semaine après semaine, dans « la Nouvelle Action française ».

Possible, la preuve en est dès maintenant faite puisque le débat à peine commencé, il nous faudra plusieurs mois pour donner la parole aux premiers de ceux qui ont accepté d'y participer. Utile, un tel débat le sera nécessairement puisque nous refusons de nous limiter à nos frères d'esprit, puisque nous ne cherchons pas les approbations faciles mais la controverse. Et cette controverse ne sera pas fictive : pas de faibles d'esprit soigneusement choisis et chargés de mettre en valeur la force de nos idées, mais des personnes représentant l'Intelligence française d'aujourd'hui, des professeurs et des industriels, des écrivains et des journalistes, des prêtres et des militaires. Pas de « compères » non plus mais des représentants de toutes les familles politiques françaises : des conservateurs et des révolutionnaires, des croyants et des athées, des jacobins et des anarchistes.

L'utilité de cette entreprise pour le développement de notre propagande n'est pas à démontrer. Le débat qui commence doit être repris par chaque militant au lycée et à la faculté, à l'usine et au bureau. Mais ce débat sera aussi pour nous l'occasion d'approfondir les raisons de notre combat. Action et réflexion seront ainsi étroitement mêlées, comme il est de tradition à l'Action française.

La création de la NAF, il y a neuf mois, marquait la volonté des royalistes de se doter d'une organisation efficace et d'une stratégie offensive. L'organisation existe et le nouveau débat sur la monarchie constitue la première phase de notre stratégie qui vise à la royalisation du pays par la conquête de ses forces vives et, en premier lieu, de celles qui représentent l'Intelligence française. D'autres combats suivront, dans le domaine des idées ou dans la rue. Mais il importait de poser d'abord les termes du choix et de démontrer l'immense somme de possibles que contient l'institution monarchique. Car la monarchie n'est pas une fin en soi, mais un moyen indispensable si l'on veut, un jour, changer la vie.



Indira Gandhi : la non-violence impérialiste

L'intervention indienne au Pakistan oriental a confirmé l'Inde comme puissance impérialiste désirant établir un monopole de fait sur l'ensemble du continent indien. Il semble paradoxal que cet Etat, l'un des plus pauvres du monde et dont le régime se veut fondé sur la non-violence, soit en même temps le rival de la Chine et du Japon pour la domination de l'Asie du Sud-Est. Les journalistes occidentaux ont entretenu dans les esprits l'image d'un pays pacifique, chef de file du neutralisme et du non-alignement, sagement gouverné par Nehru, « l'homme à la rose », le « libéral sceptique », puis par sa fille, Indira Gandhi, susceptible d'avoir hérité des qualités humanistes de son père. Toute l'histoire de l'Inde contemporaine dément ce tableau.

une stratégie de conquêtes

Les Britanniques, avant de quitter l'ancien Empire des Indes, avaient établi des territoires indépendants tout autour du nouvel Etat : Népal, Bhoutan, Sikkim, Cachemire. Dès 1948, l'Inde opère des conquêtes militaires visant à mettre ces territoires sous sa coupe. Le premier Etat visé se trouve être le Cachemir, peuplé de musulmans et revendiqué par le Pakistan. Les forces indiennes occupèrent la majeure partie du territoire du Cachemire, et ne consentirent jamais à effectuer un référendum prouvant la volonté des populations, et ce malgré les demandes formelles du conseil de sécurité. L'Inde arguait du fait que le souverain du Cachemir avait choisi de justesse le rattachement à la République indienne.

Un procédé similaire avait été utilisé pour justifier l'annexion forcée du royaume d'Hyderabad, peuplé d'hindous mais pourvu d'un souverain musulman. Sans attendre le résultat des négociations engagées, l'armée indienne envahit le royaume, et l'annexe au bout de quatre jours d'opération. De même, l'Inde répond à un « appel volontaire » du roi du Sikkim, et pénètre sur le territoire de cet Etat pour y réprimer une révolte paysanne. Quelques mois plus tard, le royaume du Bhoutan, situé sur les contreforts du Thibet, signait un accord qui

confiait à l'Inde la défense et la politique étrangère du royaume. L'année suivante, en 1950, le gouvernement indien accordait une aide au roi du Népal afin de l'aider à mettre fin à la domination de féodaux trop puissants. Là encore, un accord concernant la politique étrangère et la défense était signé, tandis que la mainmise économique devenait totale, malgré la volonté népalaise d'indépendance. Après avoir ainsi établi sa domination sur tous les Etats-tampons, l'Inde entame une « politique de protection » envers le Thibet, justifiant sa politique par un accord signé par les Britanniques en 1914, qui prévoyait un droit de regard dans les affaires tibétaines. La victoire chinoise qui mit fin à l'indépendance du Thibet régla le problème ; depuis lors, l'Inde offre son hospitalité au Dalai-lama, avec le secret espoir qu'en cas de libération, les troupes indiennes entreraient à Lhassa à la suite du souverain légitime.

Au cours des premières années de son existence, l'Inde avait annexé les comptoirs français. En 1961, l'Inde attaque par surprise le territoire de Goa peuplé de Portugais ; pour cette opération, l'Inde avait mobilisé 50.000 soldats pour venir à bout de quelques milliers de militaires portugais qui défendaient Goa. L'opinion internationale se tut, mettant cette affaire sur le compte d'une « décolonisation nécessaire ». Le président du parti du Congrès (au pouvoir) déclare que l'Inde devait poursuivre sa tâche en envahissant la partie du territoire sous administration pakistanaise, et en libérant sa frontière des troupes chinoises. Certains dirigeants indiens ont émis le vœu de « réunifier le continent indien » par la destruction du Pakistan et l'annexion de Ceylan. En pratiquant cette politique, le gouvernement indien ne cache pas sa volonté de réunir sous sa domination tous les territoires qui ont fait partie jadis de l'Empire des Indes sous mandat britannique. Au moment des insurrections gauchistes de Ceylan, en 1971, l'Inde propose son aide au gouvernement cinghalais.

Quant aux rapports avec le Pakistan, ce sont ceux d'ennemi héréditaire à ennemi héréditaire. En 1947, Gandhi essaye d'empêcher la partition du continent indien en demandant aux Musulmans et aux Hindous de coexister dans un même Etat. La guerre civile qui suivit la proclamation de l'Indépendance et fit deux millions de morts ne contribua pas à établir une coexistence pacifique entre les deux Etats. L'affaire du Cachemir aida à l'établissement d'une psychose de guerre attisée par la haine religieuse. Il faut cependant reconnaître que l'Inde est une république laïque en raison de son morcellement religieux et du caractère « moderniste » de ses institutions étatiques ; afin de prouver que le facteur religieux n'entrait pas ou peu dans le conflit, un musulman, Zakir Hussein fut élu président de la République. L'affirmation de ce caractère laïque constituait un moyen sûr pour gagner la sym-

pathie des pays occidentaux, toujours prompts à réagir en fonction de leurs préjugés laïcistes et démocratiques. En 1965 débutait le conflit armé indo-pakistanaise dans le désert de Kutch, situé sur la frontière occidentale et revendiqué par l'Inde. Le conflit s'étend au Cachemir où l'Inde désirait s'attribuer la partie de ce territoire restée sous domination pakistanaise. Dès cette époque, en fait, les grandes puissances se battaient par Indiens ou par Pakistanais interposés. Le Pakistan, fermement anti-communiste, avait adhéré à l'O.T.A.S.E., version asiatique de l'O.T.A.N., tandis que l'Inde proclamait son non-alignement, dont Nehru était l'un des « leaders » avec Nasser et Tito. Ce non-alignement constituait en fait un alignement sur les positions soviétiques. Sur le plan intérieur, une coopération étroite s'était instaurée entre le parti du Congrès et le parti communiste pro-soviétique qui eut même des ministres. Quant à la Chine, son hostilité envers l'Inde ne manquait pas de motifs : l'Inde est le deuxième pays du monde par sa population, ce qui constitue une gêne certaine pour ses frontières ; au temps de Nehru, l'Inde avait prétendu être le « leader » du monde asiatique, lors de la conférence de Bandoeng en 1955 ; enfin l'Inde proposait un modèle de développement « socialiste » différent du modèle chinois.

Axel ALBERG

AF université

Amitiés Françaises Universitaires

Edité par S.N.P.F.

17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}Directeur : Michel Ledoyen
Directeur de la publication :
Yvan AumontAbonnement d'un an :
12 F — Etudiants : 9 F
De deux ans :
21 F — Etudiants : 15 F

C.C.P. A.F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - SancerrePhoto Keystone
pp. 4 et 11



Jacques Paugam

Nous publions ici des extraits d'une table ronde qui a réuni autour de Jacques Paugam, auteur du livre *L'Âge d'or du maurrassisme*, Bertrand Renouvin et plusieurs rédacteurs d'A.F. Université. Il est difficile de rendre compte de l'intégralité d'un débat qui a duré plusieurs heures. Aussi présentons-nous sous forme d'« interview » ce qui était primitivement une table ronde. Nous nous réservons la possibilité de traiter ultérieurement d'un sujet auquel Jacques Paugam s'intéresse particulièrement : l'aspect philosophique et religieux de la pensée de Charles Maurras.

A.F.U.

A.F.U. — Pourquoi avez-vous arrêté à 1908 l'âge d'or du maurrassisme alors que — au moins sur le plan de l'action — il faut continuer la période certainement jusqu'à 1914 et peut-être jusqu'à 1926, année de la condamnation ?

J. P. — Le plus grand hommage que je pouvais rendre à Maurras était de dépasser les faits pour remonter à la théorie, aux principes. J'ai voulu montrer jusqu'à quand il y avait eu véritable création, et à partir de quand il y avait eu hiatus entre la pensée politique de Maurras — sans doute l'une des plus riches du siècle — et l'action. A partir de 1908, les contradictions se « charnellisent » :

— Contradiction entre la richesse de la pensée maurrassienne et la perception déformée qu'allait en avoir le public d'A.F. De nombreux royalistes « d'intérêt » allaient utiliser la pensée de cet intellectuel brillant comme caution.

— Contradiction entre les objectifs socialement ambitieux visés les années précédentes et le leitmotiv adopté en 1908 : « Il faut conquérir les classes moyennes ».

A.F.U. — Pourtant l'A.F. n'a visé les classes moyennes qu'à partir de 1919 et a poursuivi jusqu'à la guerre un fructueux débat avec le syndicalisme révolutionnaire. Le public à conquérir avait d'ailleurs été nettement défini lors du congrès de 1907 : l'Armée, le Clergé, les fonctionnaires, les ouvriers de grande industrie.

J. P. — Bien sûr. Mais il n'empêche que le public du journal ne fut pas celui défini en 1907 et je crois que dès 1908, l'A.F. devient prisonnière de son public. C'est d'ailleurs ce qui arrive à toute école de pensée qui débouche sur l'action politique : la pureté de la

Entretien avec Jacques Paugam

doctrine s'efface au contact des réalités et des nécessités de l'action quotidienne. Quant au dialogue avec les syndicalistes révolutionnaires, je crois que, s'il ne faut pas le passer sous silence, il ne faut pas non plus en surestimer l'importance : on se retrouvait surtout au poste de police après avoir joyeusement perturbé quelque représentation théâtrale.

A.F.U. — Le dialogue nous paraît beaucoup plus profond. N'oubliez pas l'expérience des cercles Proudhon et les passages de certains leaders du syndicalisme révolutionnaires, tel Janvion, dans les rangs de l'A.F. Ce qui a provoqué la fin de cette expérience, c'est la guerre et l'avènement du communisme.

J. P. — Surtout l'avènement du communisme. Mais puisque vous parlez de la guerre, je voudrais reconnaître à Maurras une grandeur qui efface les points de désaccord que nous venons de souligner. Pendant la guerre, Maurras a complètement mis de côté son intérêt et celui de l'A.F. pour servir la France. On peut même dire qu'il a soutenu la République pour servir la France. Ce désintéressement qui constitue à la fois la grandeur et le drame de Maurras, il en donnera de nouveau la preuve en 1940.

A.F.U. — Passons au présent. Vous écrivez : « Maurras et De Gaulle ont en commun la religion de l'Etat ». Nous ne sommes évidemment pas d'accord pour Maurras.

J. P. — Qu'entendez-vous par religion ?

A.F.U. — C'est là toute la question. On peut entendre par religion l'adhésion intellectuelle à un postulat indémontrable.

J. P. — Dans ce sens là, vous avez raison : Maurras n'a pas eu de religion de l'Etat. Mais j'entends moi, par religion une forme de dépassement de soi au service d'une idée. Dans ce sens là, il y a eu attachement religieux à l'Etat pour De Gaulle et pour Maurras.

A.F.U. — Pourquoi, dans votre comparaison entre De Gaulle et Maurras, avez-vous fait une sorte de parallélisme entre les hommes par rapport à la politique et non pas entre les conceptions politiques ?

J. P. — Chez l'un et chez l'autre, ce qui m'a frappé le plus c'est la richesse de la personnalité et aussi le fait que leurs pensées politiques sont profondément marquées par l'idée de la mort.

A.F.U. — Mais, puisque vous parlez de la mort, ne pensez-vous pas que Maurras a su la surmonter en montrant quelles étaient les institutions qui permettaient d'assurer la survie de la Cité alors que De Gaulle, après avoir su saisir deux occasions exceptionnelles, a perdu le pouvoir ?

J. P. — Je ne crois pas que le problème soit un problème d'institutions. La chance de De Gaulle, c'est la rencontre d'un orgueil et d'une situation. Je crois — mais je n'engage que moi — que De Gaulle était sensible à la valeur du principe monarchique, mais qu'il ne croyait pas à la possibilité d'une restauration. C'est ce qui explique que le « maurrassien » De Gaulle ait pu dire : « après moi, le chaos ». Quant à Maurras, sa qualité qui m'a le plus impres-

sionné, c'est l'humilité. Je me souviens d'ailleurs de ce que Lucien Moreau disait à propos de Nietzsche : « ce qui nous sépare de Nietzsche ce n'est pas l'intelligence mais le fait que Nietzsche se soit d'abord occupé de son propre problème ; nous, qui avons la responsabilité de la société française, ne pouvons raisonner ainsi ». C'est cela la grandeur de Maurras : avoir toujours raisonné en fonction de l'intérêt national.

A.F.U. — Ce que n'a pas fait De Gaulle.

J. P. — Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit : je pense que, dans le cas de De Gaulle, l'orgueil et l'intérêt national se sont heureusement rencontrés.

A.F.U. — Vous nous permettez de penser que l'homme qui avait imposé la bombe atomique, l'Algérie algérienne et s'était opposé à la construction de l'Europe supranationale aurait pu réaliser, s'il avait voulu, le Rétablissement de la monarchie. Ne pensez-vous pas plutôt que De Gaulle avait eu une « certaine idée de la France » et que c'est cette idée et non la France qu'il a voulu servir ?

J. P. — Je crois qu'il était beaucoup plus difficile de rétablir la monarchie que de prôner l'indépendance nationale ou de faire la bombe atomique. Quant à la certaine idée de la France qu'avait De Gaulle, j'y adhère totalement car cette idée était celle de la grandeur.

A.F.U. — Mais ne croyez-vous pas que cette idée a donné aux Français l'habitude de vivre au-dessus de leurs moyens ?

J. P. — Peut-être, mais ce n'est pas un mal à mon avis. L'homme est fait pour vivre les pieds sur terre, chez De Gaulle c'est le refus du « Volapük » (2), et les yeux dirigés vers les nuages et c'est cela l'idée de la grandeur.

A.F.U. — Le problème n'était pas de faire vivre la France au-dessus de ses moyens mais d'augmenter les moyens en changeant l'institution.

J. P. — Encore une fois, je ne crois pas que De Gaulle aurait pu la changer.

A.F.U. — Vous considérez-vous comme maurrassien ?

J. P. — J'éprouve une vive admiration pour la logique et la rigueur de la pensée maurrassienne. Mais deux éléments m'ont particulièrement irrités en étudiant l'histoire de l'A.F. Tout d'abord les anathèmes, — presque les châtements — brandis contre les adversaires ou ceux qui se sont séparés de l'A.F. A titre d'exemple, les scissions qui se sont produites dans l'histoire de l'A.F. ont donné naissance à des polémiques d'un niveau souvent très bas.

A.F.U. — C'est certain dans le cas de Bernanos. Mais remarquez que tant que le débat il s'est situé à un niveau très élevé. Et ce même eu son utilité pendant la seconde guerre. Maurras a toujours refusé le dialogue avec Brasillach — pour lequel il éprouvait cependant une profonde affection — après les prises de position pro-allemandes de ce dernier.

J. P. — Le second reproche que je fais à Maurras est beaucoup plus grave car il touche à l'antisémitisme. Je suis d'accord avec Maurras quand il s'agit de constater le rôle capital que le peuple juif a joué dans l'histoire. Je suis d'accord aussi pour constater leur particularisme, je crois d'ailleurs que la plupart des historiens en conviennent. Mais il y a deux choses qui me choquent profondément dans l'attitude maurrassienne.

— Comment un esprit aussi intelligent que Maurras a-t-il pu ne pas s'apercevoir que sa position vis-à-vis des juifs servait de caution à un antisémitisme de race qui était parfois même le fait de ses disciples les plus proches ?

— Pourquoi Maurras, après avoir vu l'importance du phénomène juif dans l'histoire, a-t-il voulu la freiner et non la canaliser, car enfin les juifs ont bien été de « formidables accoucheurs d'histoire » ?

A mon avis, l'antisémitisme de Maurras procède de sa plus grande faiblesse, son malthusianisme intellectuel.

A.F.U. — Ces réserves que vous émettez sur la position de Maurras vis-à-vis du phénomène juif ne vous empêchent pas d'avoir une attitude assez proche de la sienne au sujet de l'affaire Dreyfus.

J. P. — L'affaire Dreyfus est trop complexe pour qu'on en parle ainsi à bâtons rompus. J'ai passé deux ans à étudier cette affaire de fond en comble. Je voudrais simplement en dire deux choses :

— Je ne sais pas encore si Dreyfus est innocent ou coupable.

— En revanche, il est certain que la campagne menée en son nom avait peu de choses à voir avec la défense des droits de l'homme, de la Justice et de la Vérité.

A.F.U. — Finalement, qui est-ce qui vous sépare de l'Action française ?

J. P. — D'abord le fait que je ne sois pas royaliste.

A.F.U. — Mais vous opposeriez-vous au rétablissement de la monarchie ?

J. P. — Non.

Interview réalisée par
Ivan BELLENGER

(1) En vente à nos bureaux (35 F).
(2) A l'origine, le « volapük » est la tentative, dans les années 1880, de la création d'une langue universelle composée de racines anglaises, allemandes et françaises. Ce terme symbolise la dissolution de l'indépendance nationale dans un magma européen.

L'amorce d'une réflexion fondamentale

La publication du livre de Jacques Paugam constitue pour nous un événement d'une importance extrême. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il résulte d'un travail universitaire. La préface de Jean-Jacques Chevallier confirme avec éclat cette origine. Il est donc enfin possible d'aborder l'Action française à l'Université avec cette sympathie nécessaire à toute compréhension profonde d'une œuvre. La tâche accomplie par nos amis du colloque d'Aix-en-Provence va s'en trouver certainement facilitée.

La seconde raison tient précisément dans la qualité de l'étude critique de la pensée de Maurras. Eugène Weber dont il est de bon ton de citer le médiocre livre n'y avait visiblement rien compris. Depuis plusieurs années, aucune étude de cette qualité n'avait paru sauf l'ouvrage de Jean de Fabrègues « Charles Maurras vray de Jean de Fabrègues » injustement passé et son action française » en introduisant à une sous silence. L'âge d'or, en introduisant à une étude sérieuse de la pensée de Maurras, permet au philosophe de Martigues dans sa vérité de mettre à un nombre accru de lecteurs d'aborder

essentielle. Il encouragera aussi l'entreprise de nouvelles études critiques dont nous serons les premiers bénéficiaires.

La troisième raison, celle qui nous retiendra plus longuement puisqu'elle fait l'objet de l'entretien que nous publions et en quelque mesure déterminera l'avenir de notre mouvement, tient à la réflexion stratégique.

Ainsi que l'écrivait récemment Pierre Debray dans la N.A.F., une sorte de réflexe nous empêchait jusqu'ici d'appliquer notre méthode, l'empirisme organisateur, à notre propre histoire. Réaction de défense d'une pensée sans cesse diffamée ? Il y avait beaucoup de cela. Mais il y avait aussi sans cesse sous-jacente la tentation de faire du passé d'A.F. une sorte d'histoire sainte. Notre admiration pour nos maîtres et nos aînés ainsi que notre tendresse pour eux risquaient de nous faire considérer chacun de leurs actes comme ces hauts faits de la Bible, gestes de Dieu au bras étendu, qu'il eût été impie de juger comme maladroits ou inopportuns.

Jacques Paugam peut nous aider dans cette nécessaire critique de notre passé. Son livre et le premier entretien qu'il nous a donné présentent quelques axes de réflexions fondamentaux qui permettront d'organiser le futur à partir des expériences heureuses ou malheureuses de nos soixante-treize années d'histoire.

1908, vraiment ?

L'entretien rappelle une des conclusions majeures du livre : si pour Jacques Paugam l'âge d'or du maurrassisme s'arrête en 1908, c'est qu'à partir de là va se créer un hiatus entre la pensée originelle et originale de Maurras d'une part, et l'action et le public de l'Action française d'autre part. Nous pensons, Bertrand Renouvin et Francis Bertin l'ont écrit et cela a été redit de vive voix à Jacques Paugam, que cette date de 1908 est assez arbitraire.

Certes, elle marque la fin de la grande époque de la revue. Si celle-ci continue à paraître jusqu'en 1914, elle est largement éclipsée par le journal et Maurras par exemple n'y écrira plus. On peut disputer des avantages comparés d'une publication mensuelle, véritable laboratoire d'idées qui permet des études plus élaborées et d'un quotidien nécessairement plus ancré dans l'actualité au jour le jour. Mais il faut reconnaître qu'en tant qu'instrument d'action et de propagande c'est le journal qui prime. La revue a une influence nécessairement moins large et ne peut prétendre influencer sur l'actualité voire même la créer, comme le journal peut le faire.

La fondation du quotidien apparaît donc bien dans la logique de la croissance du mouvement. Il serait d'ailleurs absurde de ne pas discerner la qualité exceptionnelle de ce journal, son côté révolutionnaire, son extraordinaire faculté pédagogique. Vouloir que l'A.F. en demeurât au stade de la revue, c'est considérer l'histoire en esthète qui aime la beauté des idées mais ne se préoccupe pas de leur victoire. Ceci dit, il y a du vrai dans la thèse de Jacques Paugam : une partie du public d'A.F. était dans le fond très étrangère à la pensée maurrassienne, à la pensée sociale en particulier qui, mieux connue, l'eût fait frémir.

glissement à droite ?

Nous accordons beaucoup plus d'importance que Paugam au débat mené par Maurras avec le syndicalisme révolutionnaire. La thèse de Bertrand Renouvin permettra d'en prendre l'exacte mesure. Il est vrai qu'au lendemain de la guerre de 14-18, les choses changent et qu'à partir de là l'A.F. paraîtra plus conservatrice. Il suffit pourtant de voir les positions sociales qu'elle continue à défendre, même sous le Front populaire, pour constater que sur le fond elle restera toujours fidèle à sa pensée

originelle. Mais là encore ce que dit Paugam du public est vrai. Sociologiquement l'A.F. est à droite, alors que sa vocation première la portait à briser les clivages traditionnels.

Ce n'était pas entièrement de sa faute. Les transformations de l'industrie, celles du syndicalisme et l'avènement du communisme rendaient beaucoup plus rude sa tâche dans le monde du travail. D'autre part, il faut bien reconnaître que la « défaillance » de Georges Valois apparaît d'une singulière importance, si l'on considère les faiblesses des analyses économiques du journal dans les années 30 (1). Valois, qui était l'économiste maison, ne fut jamais remplacé et ce fut un grand malheur en ces années de crise du capitalisme qui allaient provoquer des mutations considérables.

Maurras, dont les regards étaient tournés vers l'Allemagne, abandonnait à ses collaborateurs ces problèmes d'intendance. On ne saurait lui reprocher ; il allait au plus pressé, au plus menaçant. Le développement de l'A.F. en souffrit sûrement.

questions en suspens

En définitive, lorsqu'on songe à la stratégie de l'A.F. durant son histoire, la première question qui se pose est celle de savoir si elle fut toujours bien définie. Au congrès de 1907, il est évident que oui. Mais la ligne définie alors fut-elle vraiment appliquée ? Et par la suite, au lendemain de la guerre de 14 ? On a l'impression que l'A.F. s'abandonne à sa plus grande pente, sans savoir très bien où elle va ? Mise-t-elle sur les anciens combattants, les catholiques du général de Castelnau, les contribuables révoltés contre le fisc ? Le 6 février 34 et les semaines qui précéderont représentent un moment privilégié, généralement traité avec désinvolture par les historiens (du moins en ce qui concerne le rôle prépondérant de l'A.F. qui provoqua entièrement ce qui aurait pu être une révolution). Mais l'affaire ratée, malgré elle (contrairement à ce qui est écrit un peu partout), on a l'impression que la vocation révolutionnaire du mouvement est en complète hibernation.

A la vérité, plus qu'à la volonté des dirigeants d'A.F., c'est aux circonstances qu'il faut imputer le hiatus que déplore Jacques Paugam. Car même si, nous l'avons vu, la ligne stratégique paraît parfois incertaine, c'est que l'A.F. a à se battre non seulement contre la république, mais aussi contre l'Allemagne, mais aussi contre une absurde condamnation, mais aussi contre tous les malheurs qui ne cessent de la frapper. Il faut donc affirmer avec force que malgré ses faiblesses, certaines erreurs et défaillances, l'Action française n'a pas faibli et que l'on doit surtout retenir de l'entre-deux guerres l'exceptionnelle lucidité de Maurras et de Bainville ainsi que le combat mené pour éviter le cataclysme.

Il faut espérer que les circonstances nous seront moins défavorables. Alors nous pourrions assumer la mission de l'A.F. en faisant notre profit des leçons de notre histoire. La stratégie sera certes sans cesse à réinventer, mais deux axes essentiels qui furent ceux de l'Age d'or commanderont ses mouvements : la conquête de l'Intelligence et celle des Français actifs, des couches dynamiques du pays.

Un dernier mot à propos de la conquête de l'intelligence. Qu'entend Jacques Paugam par ce malthusianisme intellectuel (Ah non !) qu'il croit discerner chez Maurras ? Il faudra éclaircir cela, tout comme il faudra reprendre le grand débat de Maurras et de la pensée juive. A un prochain entretien !

Gérard LECLERC

(1) Il faudrait réfléchir longuement à ce que Pierre Debray appelle « le tournant manqué des années 30 ». Pourquoi l'A.F. ne sut pas intégrer la jeune génération intellectuelle ? Pourquoi paraît-elle en marge des débats de ce temps assez passionnant (cf. l'ouvrage de Loubet del Bayle, Les non conformistes des années trente, Le Seuil).



LIVRES

Jacques PAUGAM	
L'Age d'or du maurrassisme	35 F
Jean-Noël MARQUE	
Léon Daudet	40 F
Jean-François CHIAPPE	
Cadoudal ou la liberté	34 F
Auguste LONGNON	
Formation de l'Unité française	45 F
Marie-Madeleine MARTIN	
Les doctrines sociales en France ...	20 F
Histoire de l'unité française	15 F
Jules MONNEROT	
Sociologie de la Révolution	50 F
Démarxiser l'université	13 F
La République ou le Roi. — Corres-	
pondance Barrès-Maurras	40 F
Albert MARTY	
L'Action française racontée par elle-	
même	35 F
Patrice SICARD/Philippe HAMEL	
Mao ou Maurras	7 F
Francis BERTIN/Nicolas BABY	
Politique au lycée	7 F
Georges BERNANOS	
Français si vous saviez	6 F
François SAINT-PIERRE	
Co-gestion de l'économie	13 F
Pierre BECAT	
L'anarchiste Proudhon apôtre du	
progrès social	12 F
Lucien THOMAS	
L'Action française devant l'Eglise ..	35 F
Actes du 1 ^{er} Congrès royaliste	
universitaire :	
l'exemplaire	5 F
Carnet de chants royalistes	3,50 F
Brochure Pays réel - Pays légal	
l'exemplaire	4 F
Petit manuel royaliste - 1 ^{re} partie :	
la France	
l'exemplaire	4 F
DISQUES	
Chants et refrains royalistes	31 F
Les chouans	31 F
Chants compagnonniques	
Tome 1	31 F
Tome 2	31 F

Ad. essez vos commandes au Service librairie, accompagnées de leur montant (augmenté de 10 % pour frais d'envoi) : C.C.P. NAF Paris 642-31.

POUR DES "CAMPUS LYCEENS" ?

La chronique d'un lycée de province, où s'esquisse par endroits une réflexion plus large sur l'enseignement secondaire, l'action politique au lycée et l'avenir des lycées, s'il peut y en avoir encore un, tel est le livre de Robert Brechon : *La Fin des Lycées*.

Cet agrégé de lettres est actuellement professeur de lycée, un de ces grands lycées d'autrefois dont la réputation s'amenuise avec l'avènement des C.E.S., un de ces lycées où la contestation fut et demeure parfois d'autant plus violente qu'ils sont le symbole du lycée-caserne avec ses grands murs, ses meurtrières grillagées, ses salles délabrées, ses dortoirs lugubres, façade visible d'une architecture « pédagogique » en voie de disparition. Robert Brechon, qui a reçu pour ce livre le prix des Journalistes universitaires, n'est ni un gauchiste, ni un conservateur, un progressiste peut-être. C'est ainsi qu'il se définit, sans ostentation ; mais est-ce bien sûr ? C'est un homme déchiré entre ce qu'il croit sincèrement être souhaitable, et sa fonction d'autorité (de plus en plus restreinte, il est vrai). Il se décrit, confronté aux nécessités du service, contraint comme partout ailleurs de faire le maximum avec le minimum, aux prises avec les revendications des élèves, en butte à l'hostilité souvent mal dissimulée des professeurs.

Mais le plus intéressant n'est pas ce journal de bord. Qu'est-ce qui importe ? Pour Robert Brechon, le lycée a trois fonctions : une fonction d'enseignement et de formation, une fonction tantôt socio-culturelle, tantôt socio-éducative — et une fonction d'hébergement (en ce qui concerne les Internats).

L'importance de la première fonction n'est pas à démontrer. De la seconde fonction, Robert Brechon écrit : « Il s'agit en effet pour nous non seulement de donner à nos élèves un bagage de connaissances utilisables, mais aussi de favoriser l'ouverture de leur conscience, l'épanouissement de leur sensibilité, leur don de création et leur sens des relations humaines, bref de les aider à devenir autre chose que des spécialistes, à la fois pour les préserver de l'aliénation du travail et pour les préparer à la vie en dehors du travail, qui aura de plus en plus d'importance dans la société industrielle et qui, contrairement à ce qu'on croit souvent, n'est pas simplement le loisir. C'est le domaine non du repos, mais du savoir « inutile » et de l'activité désintéressée ». Il existe sur le papier des foyers socio-éducatifs, mais pour Robert Brechon, ceux-ci sont impossibles à réaliser faute d'instruments : « Toute action culturelle suppose des instruments. Ce qu'il faut envisager, c'est la création, au sein même de chaque lycée d'une véritable maison de la culture ayant une large autonomie, un équipement diversifié et un personnel d'animation qualifié ».

La troisième fonction, celle d'hébergement, doit s'inscrire dans cette idée du lycée ouvert, chère à Robert Brechon : « La solution, on l'a comprise, c'est de remplacer l'internat des lycées par des résidences scolaires analogues dans leur principe aux cités universitaires, avec bien entendu, un régime différent, adapté à l'âge et au statut des lycéens. (...) Le rêve d'un monde nouveau où les deux institutions jumelles du lycée et de la résidence scolaire se partageront le temps des adolescents selon le mouvement de diastole et de systole qui est le rythme universel de la vie. En attendant, ils continueront à croupir dans cette existence d'un seul tenant qu'on leur a taillée dans l'épaisseur d'un calendrier et d'un horaire monotones, dans un espace sans horizon, loin des surprises et des fêtes de la vie ».

Le livre de Robert Brechon est attachant car il vient d'un homme qui essaie de réfléchir sur la crise du système éducatif français. Hélas ! Ses solutions portent à faux car l'« aggiornamento » de Robert Brechon ne remet pas en question les principes erronés de l'enseignement démocratique.

Le lycée a une fonction socio-éducative et socio-culturelle dit R. Brechon. Est-il donc le seul à l'avoir ? Cette fonction ne doit-elle pas d'abord être exercée par les communautés dans lesquelles l'enfant a besoin d'être enraciné : famille, commune et région, profession ? Faire des foyers socio-éducatifs des maisons de la culture n'est admissible que si ces maisons sont gérées par les différentes communautés intéressées à l'éducation de l'enfant.

De même, créer, après des résidences universitaires, des résidences lycéennes est dangereux. Nous combattons le lycée-caserne non pas seulement à cause de la discipline militaire de l'internat de papa — formatrice du caractère par certains côtés ! — mais parce qu'il enferme l'élève dans un univers artificiel coupé de la vie. En quoi un « campus lycéen » tout aussi coupé du réel que l'internat traditionnel résoudra-t-il ce mal ?

La crise du lycée ne pourra être surmontée que par sa disparition au profit d'unités de taille plus restreinte, gérées par les collectivités familiales, locales et professionnelles, et vivant en symbiose avec elles. Robert Brechon par son « réformisme » repeint en couleurs riantes et rend plus crédible le lycée totalitaire machine à faire du lycéen un déraciné multidimensionnel. Il reste volontairement fidèle à l'idéologie totalitaire de l'enseignement républicain. Quel que soit son intérêt, nous ne pouvons en accepter les conclusions.

Dominique DESCHAMPS

* Robert Brechon : « La Fin des Lycées », Prix des Journalistes Universitaires, Grasset (235 pages).

un romantisme ne vient jamais seul

Il existe un romantisme de la technique, qu'il faut bien appeler technocratique puisqu'il mobilise au profit du mythe de l'expansion continue toutes les forces présentes au sein d'un peuple, y compris ses puissances d'imagination. Le totalitarisme qu'il installe suscite et provoque spontanément non pas un contre-romantisme mais un romantisme contraire, sorte de réaction vitale contre la mise sous le boisseau qu'imposent l'efficacité et le rendement. Ces deux romantismes se heurtent violemment. Mais ils sont frères, frères ennemis, frères siamois qui n'auraient jamais pu se supporter.

Nous n'avons à choisir ni l'un ni l'autre, même si parfois nous nous rapprochons de l'un ou de l'autre au gré de nos sympathies ou de nos exaspérations, ou encore pour des raisons stratégiques ou tactiques.

Je voudrais cependant faire quelques réflexions sur le romantisme de type gauchiste, et prendre pour cela un exemple emprunté à la vie littéraire.

Il existe des technocrates de la littérature. Je ne veux pas parler des structures bureaucratiques du monde de l'édition dont l'analyse relève de cette actualisation permanente de *L'Avenir de l'Intelligence* que la N.A.F. doit inscrire à son programme intellectuel.

Je pense à ces « littérateurs » qui décortiquent les mots à coups de scalpels linguistiques et de divers instruments d'investigation sémantique et finissent par sombrer dans le plus pur délire analytique. Le langage le plus vivant ne saurait y résister : il meurt, à la plus grande joie de ces nécrophiles. On trouve ces personnages en partie rassemblés autour de la revue *Tel Quel*. Il faudra, un jour ou l'autre, revenir sur ces Diafoirus de la langue, dont les analyses rejoignent curieusement le programme d'action du Parti communiste.

Plus important, dans l'immédiat, est de considérer une des plus significatives réactions

vitales qu'ils ont provoquées dans la littérature : l'apparition, il y a quelques années, des *Cahiers de l'Herne*. En dehors de quelques animaux solitaires poursuivant leur destin sans égard réel pour les circonstances extérieures, quelques Montherlant, oasis perdus parmi les sables, le monde de littérature s'étioilait. Le nouveau roman, tournant sur lui-même, n'écrivait — même si c'était parfois en lettres d'or — rien d'autre que son propre échec. C'est alors qu'un passé encore proche a brutalement resurgi. Un passé qui avait été banni, pour des raisons assez peu littéraires, mais que la « nouvelle littérature » contenait soigneusement dans de féroces camps de concentration intellectuels : plus efficaces pour isoler un homme que la prison de Céline ou la cage pisane de Pound. Pour faire sauter les barbelés de la culture, il fallut ces deux véritables bombes : un antisémite fou furieux et un américain qui insultait l'Amérique en pleine guerre. Il fallut cela pour que bondisse la vie, que l'écriture se souvienne qu'elle était autre chose que ce jardin exigu où quelques bonshommes cherchaient à quatre pattes avec une loupe des vers de terre qu'il baptisaient « infrastructures ».

L'effort de Dominique de Roux, responsable des éditions de l'Herne, mérite un coup de chapeau. Il n'a pas craint que les imbéciles l'accusent de se mettre au service d'une littérature fascisante. En fait, il ne faisait que du gauchisme, et c'est bien là dessus qu'il s'agit de l'accrocher.

Dès que l'occasion s'en est offerte, et elle s'est offerte en mai 1968, il a enfourché le cheval de la contestation systématique : Hassan II est brusquement apparu comme un monstre sanguinaire, le Chah de Perse un tyran gavé de caviar et... Maurice Clavel lui-même ne mérite que des baffes ! Ceci est symptomatique du romantisme contestationnaire, où d'ailleurs verse aussi Clavel. Face à un « ordre » totalitaire, entièrement soumis à la technique, un ordre à la Créon, on se contente de hurler sa

rage épidermique, dans les colonnes de *Combat* ou à la télévision. On fait confiance à l'esclandre comme force motrice d'une histoire que l'on rêve. Un peu comme l'Antigone d'Anouilh qui m'a toujours paru si éloignée de celle de Sophocle, avec son « je veux tout tout-de-suite » crié en tapant du pied... Et on s'appuie sur les scandales réels — lot nécessaire des démocraties — pour trouver la pleine justification de son attitude.

C'est ainsi que l'on se jette dans le gouffre de la « récupération ». La dialectique des scandales et de leur dénonciation est l'un des mouvements perpétuels de la démocratie. On peut ainsi se débarrasser de collègues maladroits qui se sont laissés prendre la mains dans le sac. En même temps, on déconsidère les âmes pures qui crient trop fort au scandale et dérangent la tranquillité générale. A Clavel ou à Dominique de Roux, à tous les romantiques de la contestation, Jacques Lacan, psychanalyste bien connu, pourrait lancer ce mot, adressé un jour à des étudiants de Vincennes : « Le pouvoir vous montre, en disant : *Regardez les jour !* ». La société de consommation, c'est la société où tout se consomme, y compris les oppositions violentes. Disons même qu'elles s'y consomment, en grandes flambées comme mai 1968, ou en petites flammèches comme la sortie de Clavel dont le phosphore télévisuel n'aura rien fait brûler d'autre que le bois de son allumette : il n'y aura eu ni bûcher salvateur, ni bel incendie comme peuvent en rêver les anarchistes. Trois fois rien, les bourgeois n'ont même pas eu peur.

Ce qui pourrait leur faire peur, c'est que l'autonomie du politique soit proclamée et appliquée, que le pouvoir échappe aux factions et à l'enchaînement des scandales, que Démos et César cessent leur danse frénétique dans les cimetières de nos espérances, que les astres morts dévoilent leur vérité nocturne. La démocratie est un cercle vicieux, une enceinte où les romantismes se heurtent et luttent à mort sans autre résultat que de parvenir à dissimuler la triste ambiguïté de leurs combats.

Il ne s'agit pas pour nous de compter les coups (même si cela fait du bien parfois). Il nous faut sortir du ring pour affirmer à temps et à contretemps que le champ politique n'est pas le Palais des Sports, qu'il s'agit de tout autre chose, qu'il s'agit de la vie, et que la vraie vie est ailleurs.

Christian DELAROCHE

**AN
1972**

« Travail doctrinal, formation du militant, hiérarchisation du mouvement ». Nous avons défini dans notre numéro de septembre 1971 quelle devait être notre ligne de conduite, au service de l'Action française. Il est bon que chacun d'entre nos amis s'interroge pour savoir comment, au bout de quatre mois, il a personnellement essayé de suivre cette ligne et surtout comment il compte poursuivre maintenant, dans le cadre d'une nouvelle Action française en pleine croissance. C'est dans la mesure où chacun remplira parfaitement son rôle que le mouvement continuera de croître, ce qui rendra possible la royalisation du pays dans un avenir plus rapproché. Mes vœux iront donc, en ce début d'année, vers chacun des lecteurs d'A.F.-UNIVERSITE pour qu'ils effectuent personnellement en 1972 les efforts supplémentaires dus à l'état actuel de notre société.

Qu'ils sachent tirer le meilleur profit de nos journaux, de nos brochures, des livres de nos

maîtres, pour s'élever intellectuellement au meilleur niveau doctrinal, celui qui permet seul de dominer constamment l'adversaire.

Qu'ils contrôlent leur comportement de militant afin d'obtenir une harmonie réelle entre le pensé et le vécu et de ne pas contredire nos promesses par leurs actes.

Qu'ils s'adaptent, au sein de notre jeune mouvement, à la place la plus utile pour tous, ce qui permettra l'addition des énergies en vue de futurs progrès.

Ainsi obtiendront-ils naturellement un plus grand état de cohésion. Chacun aura réalisé en lui-même l'unité dans la vérité ; chacun aura réalisé l'unité de son esprit et de son action ; chacun aura participé à l'unité avec ses camarades de pensée et d'action. Ainsi parviendrons-nous à la véritable unité d'Action française, préalable nécessaire à de grandes actions.

Michel LEDOYEN

la chanson populaire est-elle réactionnaire ?

La chanson reste un moyen privilégié pour éveiller le public aux grands thèmes de notre combat. Les gauchistes exploitent aujourd'hui ce mode d'expression pour sensibiliser et regrouper dans leurs luttes militants et sympathisants. Nous aurions tort de mépriser la « chanson », très adaptée au combat contre-révolutionnaire et capable de devenir une de nos meilleures armes.

Si aucun genre particulier n'est à faire prévaloir, il existe néanmoins une forme de chant qui est réactionnaire dans son essence propre, celui qui relève de la « culture populaire » appelée plus communément « folklore ». Englobant dans le langage courant l'art décoratif, le « parler » local, la littérature ou encore l'art de vivre, nous limiterons volontairement le terme « folklore » à la chanson, véritable expression libre qui permet la circulation d'idées.

la mort du folklore

Le mot lui-même garde trop souvent une nuance péjorative : « c'est du folklore », dit-on souvent lorsque quelque chose nous apparaît peu important. Beaucoup de gens oublient qu'il est un mode d'expression réellement communautaire jailli spontanément à partir de joies ou de soucis communs. On le trouvait enraciné dans la réalité géographique (les provinces) ou dans une activité (ex. : les marins, les bûcherons).

La Révolution de 1789 et tout le XIX^e siècle ont tenté d'éliminer cette culture populaire : puisque la société nouvelle avait été créée en fonction d'hommes identiques et interchangeables, il était logique de supprimer tout ce qui pouvait différencier les individus ou les groupes sociaux. Nombre de moyens d'expression jusqu'alors librement employés (danse, chant, vieux instruments de musique comme la vielle) ont été rejetés. Nos écrivains du XIX^e siècle firent aussi bien du mal : recopiant, annotant, harmonisant ce qui jaillissait avec spontanéité des communautés, ils figèrent cette culture en lui donnant un tour académique qui faillit la tuer.

La « cassure » du XIX^e siècle relève aussi d'un autre phénomène : par la conscription, les guerres de la Révolution et de l'Empire ont brassé des millions de jeunes Français, arrachés à leurs communautés par une énorme « machine à faire la guerre ». Leur disparition momentanée allait empêcher la transmission de la culture populaire sans pour cela la recréer aux armées, puisque le côté idéologique de ces guerres de conquêtes l'emportait sur les nécessités du bien commun dans la création d'un patriotisme artificiel.

A la fin du XIX^e siècle eurent lieu plusieurs tentatives pour renouer avec la tradition. Mais, sauf exception, la plupart d'entre elles ont dégénéré (ex. : le style pseudo-barde) en ajoutant à la démolition, ne sachant pas retrouver les véritables traditions provinciales.

les tentatives

récentes

Le besoin de renouer avec un passé se faisait de plus en plus pressant. Les années 60 virent apparaître en France une mode venue d'outre Atlantique. Sortis des chansons « commerciales », quelques jeunes découvrent la musique « Hoot » dans divers clubs dont le plus important est sans doute le « Hoot m'ny » animé depuis 1963 par Lionel Rochman qui a su donner un renouveau : « folk songs », textes de chansons, mélodies à partir de mu-



sique classique ou folklorique. On pourrait cependant reprocher à ces divers mouvements leur côté artificiel : ils ne cherchent qu'à regrouper des amateurs appréciant le genre folklorique sans songer à s'intégrer dans un milieu bien défini.

Mais même si cela ne permet pas la création d'un folklore propre à une communauté sociale déterminée, le phénomène doit être senti par tous comme une réaction contre le

« vedettariat » souvent imposé au public. Les groupes redécouvrent les musiques traditionnelles et, véritable révolution dans les milieux artistiques, prennent réellement appui sur le folklore français.

Les réactions du public sont intéressantes à noter. La chanson populaire s'inscrit dans le temps et dans l'espace : elle renoue avec le passé et avec les attaches locales, elle est l'expression de la vie communautaire. C'est ainsi que le chanteur la fait vivre à ses auditeurs qui font leurs premiers pas réactionnaires en abandonnant leur individualisme, leur horreur du passé ou le mépris de leur « petite patrie ». Ces chansons, d'essence réactionnaire, les gauchistes tentent quelquefois de les « récupérer » à leur propre compte au niveau de l'explication des textes pour leur faire prendre un tour révolutionnaire, mais les chants des provinces de France et des différentes communautés n'offrent que rarement une approche du phénomène politique. Expliquer les chansons en faisant appel à la lutte contre l'Etat capitaliste n'est pas toujours chose aisée !... Au contraire, lorsque le public s'imprègne de ces chansons, il remet en cause, consciemment ou inconsciemment, la « culture » issue de l'idée de nivellement égalitaire pour redécouvrir les particularismes qui, lorsqu'ils sont fédérés, constituent la richesse d'un pays.

pour la renaissance des cultures populaires

Dans notre société en crise, nombre de gens recherchent un nouveau genre d'expression, libre de toute mainmise idéologique ou partisane. Redécouvrant la richesse de l'apport de nos provinces, nombre de chanteurs se mettent à les interpréter, encouragés par leur succès grandissant auprès du public.

En plus de la beauté de la musique, ces chants populaires connaîtront une vogue de plus en plus grande parce qu'ils expriment les grandes tendances de l'homme et de la vie sociale : l'amour, l'inquiétude devant la souffrance et la mort mais surtout la joie de vivre et d'exprimer par le chant et par la danse l'appartenance à un paysage, à une culture locale ou à un métier.

S'il est difficile pour un révolutionnaire d'apprécier la culture populaire, il lui est encore plus compliqué de l'annexer pour son combat. Nous devons les intégrer dans le nouvel « art de vivre » qui donnera aux Français des raisons d'apprécier leur héritage.

François FLEUTOT

- Lionel Rochman : Chansons et complaintes du soldat - Le chant du monde LDX - 74 - 357.
- Marc Ogeret : Ballades d'autrefois - VIS A DISC VI 225.
- Serge Kerval : Chansons et ballades de France, 5 volumes, BAM.

LYCÉES : "de Demos à César"

Les lycées restent un des points chauds de la vie politique. En temps normal, la crise lycéenne est larvée, sournoise. Elle se glisse de conseils d'administration en foyers, en passant par les bureaux des proviseurs.

Après les « affaires » Guyot et Deshayes, la « circulaire Guichard » est un aspect de cette crise lycéenne. Mécontent du désordre dans les lycées en période pré-électorale, le ministre de l'Education nationale envoie aux proviseurs une circulaire « confidentielle », leur demandant d'appeler la police en cas de troubles à l'intérieur de l'établissement, d'exclure tout « agitateur » et de supprimer, à terme, toute vie politique. Aussitôt la crise éclate et les lycéens de Montaigne se mettent en grève, suivis par ceux d'autres établissements.

Les professeurs participent peu au mouvement dans l'ensemble. L'« affaire Siche » est néanmoins le reflet de leur désarroi. Siche, jeune agrégé parisien, faisait un cours à des élèves de l'enseignement technique. Chahuté, il se suicide. La grande presse rend les élèves seuls responsables. En est-il vraiment ainsi ? Que dire d'un Etat qui, instituant un large fossé entre le secondaire et le technique, entre l'abstrait et le concret, tue un jeune professeur qui a beaucoup appris et beaucoup travaillé, en l'envoyant enseigner dans des conditions pédagogiques déplorables.

A tous les niveaux, chacun veut et demande des réformes profondes. Mais nous devons préciser certains points.

La double imposture

Nous ne sacralisons pas la révolte lycéenne : elle est, de fait, ambivalente car elle possède des aspects contre-révolutionnaires au niveau global de la société même si elle lutte contre l'Etat, et des aspects subversifs. Mai 68 est à la fois la contestation d'une société absurde, la revendication pour l'autogestion et la décentralisation mais aussi, et nous ne pouvons que nous y opposer, la contestation de toute hiérarchie, de tout ordre. Elle contient une philosophie sous-jacente dont nous refusons les schémas égalitaires. Nous refusons l'abolition du rapport enseignants-enseignés dans la mesure où elle procède d'un égalitarisme forcené qui a toujours entraîné la sélection par l'argent.

Il n'est pas question non plus de sacraliser le « désordre établi » de l'Education Nationale. L'ordre, en matière lycéenne comme ailleurs, est un ensemble de lois conforme à la finalité d'une institution. C'est dire que l'ordre lycéen

est tout à la fois la redécouverte du rôle scolaire (former l'esprit des jeunes en tenant compte de la diversité des intelligences et des dons) et de les préparer rapidement à une profession.

Le lycée républicain est actuellement une anarchie établie : il dure car il a la force avec lui, mais ne remplit pas ses rôles. Sa finalité est de réaliser bureaucratiquement l'égalité monolithique de formation, conforme à de grands principes mais non à la réalité. L'Etat nivelle les intelligences et conditionne les esprits : le lycée n'est plus qu'une machine à diffuser l'idéologie républicaine, ce qui entraîne la bureaucratisation des professeurs. L'enseignant est fonctionnarisé par l'Etat et les syndicats, que ce soit ouvertement, avec l'enseignement napoléonien ou plus hypocritement, par le bluff de la participation.

Les résultats sont là : Siche se suicide, non parce qu'il était un oppresseur, accablé de ne pouvoir opprimer davantage, non parce que les élèves du technique sont des voyous, schéma développé par la grande presse qui exacerbe habilement la tension entre générations et décharge d'Etat républicain des responsabilités énormes qu'il a dans l'affaire. Siche se suicide car il est la victime d'un système absurde qui l'obligeait à faire des cours abstraits, de par sa formation, à des élèves qui n'avaient justement aucun goût pour l'abstrait, et qui sont des victimes de la situation présente. Comment est conçu le technique par l'Education Nationale, sinon comme la poubelle du secondaire ?

Nos propositions, notre combat

Dans cette perspective, nous voulons l'ordre véritable c'est-à-dire supprimer la matraque là où il faut restaurer les qualités de l'enseignement.

— Nous voulons acquérir une formation indispensable, une méthode spéculative et humaniste, une méthode de travail et de réflexion, susceptible d'être un outil de synthèse et non plus assimiler des connaissances mal ingurgitées.

— Nous voulons promouvoir une pédagogie véritable : restaurer le rapport enseignant-enseigné sur des bases saines. Il est actuellement faussé car le professeur est bureaucratisé : l'enseignant est plus l'expression, le serf de l'Etat (par son avancement hiérarchique, ses mutations, son salaire, son rôle idéologique) que le formateur, le maître véritable. Les connaissances qu'il diffuse sont encyclo-

pédiques, souvent coupées du réel. (Ex. : d'aucuns ont en mémoire la représentation planétaire de l'atome alors que cette conception a été pulvérisée depuis 50 ans).

— Sur le plan des structures, nous voulons rendre à l'intelligence la possibilité de s'épanouir, reconnaître qu'elle est multiforme et donner à l'individu plusieurs voies d'études. Nous avons montré l'opposition enseignement technique - secondaire, opposition concret - abstrait qui montre la rigidité des orientations et la négation de l'intelligence multi-dimensionnelle. Il faut donc restaurer des voies de formation qui rompent avec le mépris actuel pour le technique, qui assurent à l'intelligence, non plus deux mais plusieurs possibilités d'épanouissement.

— Nous voulons promouvoir la décentralisation c'est-à-dire la gestion, par les intéressés eux-mêmes, de leurs intérêts à tous les niveaux (cogestion). Enfin nous voulons préparer rapidement les élèves à la profession en instaurant un lien étroit entre les diverses branches industrielles, commerciales et l'enseignement au moyen de stages, conférences et invitations de personnalités.

Dans cette perspective, nous luttons contre le lycée courroie de transmission de l'idéologie démocratique, face aux enseignants, gens d'administration élus des conseils d'administration dans la mesure où ils représentent les intérêts de l'Etat chez les lycéens. Nous luttons avec et pour les enseignants qui aspirent à ne plus être des bureaucrates du savoir et des dispensateurs d'un encyclopédisme d'ailleurs dépassé par l'accélération des connaissances, mais des maîtres véritables, c'est-à-dire des formateurs de l'esprit.

Concrètement, nous prendrons pour cible les enseignants et gens d'administration non dans la mesure où ils incarnent l'autorité mais dans celle où ils sont les agents de l'idéologie dominante.

Nous sommes prêts à soutenir, face aux idéocrates de gauche et d'extrême-gauche tous les professeurs dont la démarche, le cours sont contre-révolutionnaires.

Olivier BERTRAND
Membre du collectif
de l'U.N.L.A.C.

UNLAC

39 Boulevard Raspail PARIS 7^e

UNION
NATIONALE
LYCEENNE
D'ACTION
CORPORATIVE